

encore parfait et probablement que ce ne le sera jamais. Je partage donc les craintes de l'opposition à ce sujet.

Je reconnais qu'il est actuellement possible d'améliorer la situation. Or, quelle sera notre attitude, relativement à ce nouveau développement régional? Je pense qu'elle sera un peu différente de celle qui a été adoptée jusqu'à présent par le gouvernement fédéral, conservateur progressiste ou libéral.

Nous allons probablement tenter—je ne parle pas de ce que pourrait contenir un projet de loi, mais au moins des idées qui me traversent parfois l'esprit—de développer des centres de croissance plutôt que d'étendre nos ressources sur un territoire immense et risquer de les perdre. Il faut en effet essayer de concentrer nos ressources, de sorte qu'il y ait dans chaque région des pôles de croissance qui servent d'aboutissement logique à ceux qui cherchent de l'emploi.

Par exemple, je trouvais absolument inconcevable qu'à peu près toutes les provinces Maritimes soient des régions désignées, sauf la ville d'Halifax et quelques autres comme Dartmouth-Halifax et Saint-Jean, qui avaient un dynamisme naturel de développement. Ces villes étaient les seules à ne pas avoir droit à des subventions du gouvernement pour fins de développement industriel.

La même situation existe dans la province de Québec. Une des communautés humaines les plus importantes de la région de Québec, c'est-à-dire la ville de Québec, ne se développe pas, mais elle est tout de même le centre naturel d'une immense région qui s'étend jusque dans le Bas du fleuve. Or, la ville de Québec ne peut pas profiter des subventions du gouvernement fédéral.

Plusieurs autres villes situées dans les Maritimes, y compris évidemment la province de Terre-Neuve, sont dans la même situation. Alors, c'est ce qui explique le délai. En effet, nous essayons de concevoir une nouvelle philosophie; nous essayons de voir si des moyens nouveaux ne nous permettraient pas de mettre un terme au chômage au Canada ou, du moins, de l'amoinrir et de faire en sorte que l'impact humain soit moins considérable qu'il ne l'a été dans le passé. Je ne suis pas certain qu'il s'agira de mesures magiques.

Je lisais le texte du discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield) dans lequel il dit: Nous avons enfin la formule. Je connais le programme du parti conservateur progressiste; il contient de bonnes choses et j'en conviens. Cependant, si le chef de l'opposition est si certain que ces mesures donneront les résultats qu'il mentionne, je pense qu'il est très optimiste. Évidemment, si cela était possible, je lui accorderais le pouvoir pendant trois mois afin qu'il essaie ses formules.

[L'hon. M. Marchand.]

Peut-être pourrions-nous discuter plus objectivement après. Mais, de toute manière, on ne courra pas ce risque-là. S'il s'agit d'un effort de pensée de la part du parti conservateur progressiste, tant mieux. Je suis même prêt à m'inspirer des bonnes idées qui seront présentées par l'opposition. Mais je ne pense pas que personne ait trouvé la formule magique, surtout au Canada, qui est un pays immense et très difficile à gouverner.

• (4.30 p.m.)

On sait que certains prétendent qu'une intervention plus rapide ou plus énergique de l'État pourrait faire disparaître le chômage. J'aimerais demander à M. Wilson, le premier ministre de l'Angleterre, comment il a réussi à régler le problème du chômage au Royaume-Uni, car à l'occasion de la crise monétaire, il a été obligé, en somme, de créer systématiquement du chômage en Angleterre. Je ne l'en blâme pas. Il a été obligé de le faire et je pense bien que n'importe quel autre gouvernement responsable aurait été obligé d'adopter des mesures semblables. Seulement, on sait que les discours de M. Wilson, alors qu'il faisait partie de l'opposition et disait au gouvernement comment faire disparaître le chômage en Angleterre, et ceux qu'il prononce en tant que chef du gouvernement, ne sont pas les mêmes. Il s'agit du même homme, aussi honnête et aussi intelligent dans les deux cas, sans aucun doute, mais il est actuellement aux prises avec des difficultés et il fait ce qu'il peut.

On peut accuser le gouvernement de ne pas avoir trouvé la formule magique, et je crois qu'on a raison, car on ne l'a pas trouvée. Mais on ne pourra pas nous accuser de ne pas faire les efforts nécessaires pour essayer de corriger ce problème.

Je n'ai pas l'intention de parler de grandes planifications économiques, ni de faire des plans d'envergure, qui s'appliqueraient d'Halifax à Vancouver, afin de créer chez nous la prospérité et la croissance sur une base permanente. J'ai toutefois l'intention, lorsque le ministère sera créé, de présenter à la Chambre des lois nouvelles qui nous permettront de nous attaquer, d'une façon plus réaliste, à ce problème crucial, fondamental, qui n'a pas encore été résolu.

On a fait des essais partiels lorsque j'étais ministre de la Main-d'œuvre. Nous avons modifié la loi aidant à la formation technique et professionnelle de façon à nous attaquer à ce nouveau type de chômeur, c'est-à-dire le chômeur technologique qui est mis à pied parce qu'il n'existe plus d'emplois pour lui. Non seulement n'existe-t-il plus d'emplois pour ces chômeurs technologiques, mais leur métier n'est même plus utilisable dans une économie moderne.